

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18945 - 73ÈME ANNÉE

Célébration du 8 Mars au Port

Mobilisation des communistes portoises en faveur du respect des droits des femmes

Le groupe de femmes communistes de la Section du Port du PCR a organisé une action ce samedi 10 mars dans le cadre de la célébration réunionnaise de la Journée Mondiale des Droits des Femmes. Cette action s'est déroulée durant tout l'après-midi dans le siège de la Section, animée par Firose Gador, pour qui « nous avons eu la participation de plusieurs camarades du Port ainsi que la présence solidaire de camarades des sections PCR du péi.

Dans le message d'accueil très chaleureux du public exprimé par la Secrétaire de la Section du Port du Parti Communiste Réunionnais, Firose Gador a notamment souligné que cette célébration est un appel à la solidarité avec les femmes du monde entier dont la militante anti-colonialiste palestinienne Ahed Tamimi. Elle a aussi rappelé le sens donné à cette journée, qui est une journée de lutte pour le respect des droits et de la dignité des femmes. Ensuite a eu lieu la présentation d'une exposition d'une cinquantaine de photos et biographies de Réunionnaises qui se sont battues pour le respect des droits comme de la dignité de leurs compatriotes. Ces documents concernent toute l'Histoire du pays, depuis les luttes des esclaves marones jusqu'aux communistes réunionnaises d'aujourd'hui qui se battent pour le droit de leur peuple à la responsabilité pour plus d'autonomie. Ensuite a eu lieu la projection d'un documentaire consacré aux violences conjugales, suivie d'un sobatkoz très intéressant sur les moyens à mettre en œuvre pour combattre l'ensemble des violences intra-familiales à La Réunion. Ce débat a été suivi par une belle prestation théâtrale et musicale de trois militantes — Ninine, Paule et Marie-France — sur la défense des causes féministes réunionnaises. Enfin, les participant-e-s à cette ren-



Un petit mot d'accueil de Firose pour démarrer l'après-midi. (Photos A.D.)

contre ont eu le bonheur de voir deux jeunes militantes, Agnès et Ayliné, présenter un spectacle de maloyas, qui sont un symbole fort des luttes de notre peuple depuis 355 ans pour se libérer de toutes les formes d'oppressions et d'injustices. D'où un chaleureux cocktail de l'amitié et de fraternité qui a clôturé cette célébration du 8 Mars, avec l'engagement des militantes et militants communistes portoises de continuer leurs combats.

Correspondant



Préparation pluri-générationnelle de l'expo "Journée des droits des femmes" !

Visite annoncée aujourd'hui de la ministre des Outre-mer

Mayotte : grave responsabilité de la France dans la crise

Depuis le 20 février dernier, Mayotte est la cible d'importantes manifestations. Elles dénoncent notamment l'insécurité et sont menées par une intersyndicale. Le mouvement demande l'application du droit commun, car bien que dans la République, Mayotte ait le statut de département, l'égalité sociale ne s'applique pas.

Depuis le 20 février, Mayotte est secouée par un grand mouvement social. Parmi les actions menées, les barrages routiers paralysent l'île. Hier, c'étaient les routes allant au port de Longoni qui étaient bloquées, ce qui empêche tout ravitaillement. Les maires sont solidaires du mouvement. Ils envisageaient de ne pas organiser l'élection législative partielle du 18 mars, avant de se raviser à la veille de l'arrivée ce jour de la ministre. Ce revirement n'est pas partagé par le mouvement social.

Début de la crise : 1975

Face à cette crise, la réponse du gouvernement est l'envoi de gendarmes supplémentaires pour renforcer la sécurité aux abords des écoles. La ministre des Outre-mer a également annoncé sa visite aujourd'hui. Mais elle n'est semblé-t-il pas la bienvenue, les manifestants estiment que si Paris envoie un émissaire, il devra être d'un niveau permettant d'engager des décisions de fond : un Premier ministre au minimum, voire le président de la République.

Cette crise est en effet une conséquence d'une décision prise au plus haut niveau par Paris : le refus de respecter le résultat du référendum

d'autodétermination du territoire d'outre-mer des Comores. En 1974, la population vote à 90 % pour l'indépendance. Mais Paris a choisi d'exclure Mayotte de ce résultat au prétexte que dans cette partie de la circonscription électorale, le nombre de voix pour l'indépendance était inférieur à celui pour le statu quo. L'année suivante, en 1975, elle décide de maintenir son administration sur cette île. Mayotte comptait alors 50.000 habitants. Elle en a aujourd'hui officiellement plus de 250.000 sans compter un grand nombre de clandestins venus des îles voisines. Une situation causée notamment par les multiples coup d'État impliquant d'anciens officiers de l'armée française dans le jeune État des Comores. Ceci a considérablement retardé le développement des îles où le résultat du référendum de 1974 a été respecté.

En 2011 déjà...

Depuis 1975, la France a renforcé l'emprise de son administration à Mayotte en enclenchant le processus d'intégration. Cela se traduit par d'importants transferts publics et la promesse d'être un jour les égaux des Français en droit. Mais dans les faits, si Mayotte est inscrite dans la Constitution et si son statut est ce-

lui d'un département français, les Mahorais n'ont pas les droits qui en découlent. Ils sont traités en inférieurs, et n'ont pas les mêmes prestations sociales qu'à La Réunion.

Cette décision est dénoncée depuis de nombreuses années. C'est ce qu'avait notamment fait dès 2011 Elie Hoarau, alors député de la circonscription outre-mer au Parlement européen. Il avait également affirmé sa solidarité avec les Mahorais victimes de la répression qui avait lieu à cette époque, quand un gouvernement pensait régler le problème à coups de grenades lacrymogènes, de matraques et de balles en caoutchouc. Un jeune Mahorais avait d'ailleurs été mutilé et perdu un œil.

Depuis ces 6 dernières années, Paris n'a pas mis en œuvre les changements nécessaires pour apaiser la situation. En conséquence, la réponse la plus symbolique était sans doute le refus d'organiser les élections de dimanche. Les maires ont finalement décidé de céder alors qu'aucune campagne électorale ne peut se tenir. Il faut donc s'attendre à un record d'abstention. Ceci soulignera que pour les Mahorais qu'il est plus utile de manifester pour faire avancer la lutte plutôt que d'avoir un député de plus.

M.M.

In kozman pou la rout

« Pèz dsi la ké pou oir si la tête i bouz »

Kosa sa i pé z'ète ? I pé z'ète in zangiye, sansa in kong, sansa mèm in koulèv. Ou i pé kroir li lé mor, mé ou lé pa sir pou vréman. Sé l'èr ou i aplik lo konsign lé dann kozman marké an-o la : ou i pèz dsi la ké, é si la tête i bouz ou i pé tir out konklizyon. Si la tête i bouz pa, ou pé tir out konklizyon galman-pa lo mèm bien antandi. Mé konm nou la fine di kozman-la sé in provèrb é li la pa bézoin ni la ké, ni la tête pou an avoir in sans. Kèl sans ? Sinplomman si ou i vé konète in n'afèr, ou i pé poz in késtyon par raport in n'afèr ou i vé konète. Sansa ou i koné mé ou i vé demoun i konfirm aou lo z'afèr. Sé l'èr-la, la pèrsone i pé dir avèk ou kozman moin la mark anlèr la konm pou di : « Ou i dovine in n'afèr, mé ou i vé antann sa par mon boush... Kont dési mé fyé pa tro. ». Alé ! Mi lèss azot rofléshi la dsi kansréti pou évite tonm dann pyèz é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Edito

Contre le changement climatique, les ruisseaux font les grandes rivières

Les ruisseaux font les grandes rivières. C'est en quelque sorte un des mots d'ordre du collectif Climat 2020 dont un des membres, Pierre Larrouturou, avait tenu une conférence le 6 mars dernier à l'occasion de l'anniversaire de Paul Vergès qui avait lieu la veille. Climat 2020 vise à multiplier les initiatives partout, pour faire avancer la cause du climat grâce à la sensibilisation la plus large sur les causes de la crise climatique et les moyens à mettre en œuvre pour y faire face. C'est la revendication de demander que l'Union européenne dégage les moyens nécessaires pour convertir son économie afin que l'engagement principal de l'Accord de Paris sur le climat soit tenu : limiter à 1,5 degré voire 2 degrés la hausse de la température moyenne sur Terre par rapport au milieu du 19e siècle. Cette date correspond au début de l'utilisation massive des énergies fossiles, pétrole et charbon, que le capitalisme a utilisé pour accroître les profits et s'étendre dans le monde. Lors de la conférence de Pierre Larrouturou, un acte fondateur a eu lieu : la création d'un comité réunionnais Climat 2020. Il apportera sa contribution à la bataille pour que l'Union européenne mène une autre politique.

Hier 11 mars, c'était le 2e acte. Il s'agissait de la Marche pour le climat organisée à Sainte-Suzanne. Cette manifestation s'inscrivait dans le cadre des événements liés à la venue de Pierre Larrouturou à La Réunion. Entre le Bocage et la Mairie de Sainte-Suzanne en passant par le sentier littoral, de nombreuses personnes ont participé à cet événement contribuant à son succès. Ceci rappelle que la lutte contre le réchauffement climatique est une cause qui rassemble, et à laquelle un nombre croissant de Réunionnais

sont sensibilisés. La prise de conscience progresse.

Hier 11 mars, sur l'autre rive de l'océan Indien, Narendra Modi, Premier ministre de l'Inde, et Emmanuel Macron, président de la République, ont co-présidé le premier sommet de l'Alliance solaire internationale. L'ASI a été créée lors de la COP-21 à Paris, à la suite d'une initiative commune de l'Inde et de la France. Son premier sommet dimanche a rassemblé des représentants de 21 pays. Le but de l'ASI est de développer l'énergie photovoltaïque dans les pays comme La Réunion, où il est disponible en abondance. La France appelle donc à des contributions, pour financer l'équipement des pays du Sud en matériels pour transformer les rayons du soleil en électricité. Là aussi, c'était un 2e acte, 2 ans et 4 mois après le premier.

La cause du climat progresse et les ruisseaux qui se coulent se transformeront en rivière. Son cours amènera à bouleverser la société actuelle, car pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, il faudra diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre dans le monde, alors que la population continuera à augmenter.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zistoir Granmèr Kal-katriyèm morso

Samdi, nou la fine oir Granmèr Kal la parti Basin Trou Pilon, pars dann son rèv èl la vi plizyèr foi lo basin si tèlman k'èl la fini par pans son pti zanfan lété dann basin-la. Solman oila, si èl lé sir li lé dann fon basin-la, èl i koné pa koman èl va tir ali la-dan. Ala k'èl l'aprè rodé koman i fo fé pou tir lo zanfan dann lo, san noiyé èl mèm. Ni sava oir zordi si èl va nyabou fé sa, avèk lo don son famiy l'afrik l'avé donn aèl.

L'avé inn foi ! Pou innn bone foi ! Mésyé lo foi, la manz son foi èk in grinn sèl !

Granmèr Kal, konm moin la fine dir l'avé in don èl l'avé érite son bann vyé famiy téi sort l'Afrik. Mé in don sé in don é i manyé p n'inport koman. Dizon i fo akonpagn ali avèk la priyèr épi in zanr sérémoni : kass koko, tiliz safran an poud, donn lo frui, la toil, épi tout sort kalité zépis. Kan ou la fine fé sa, ou i lir dan la sand lo bann prévizyon Donk Granmèr Ka la fé lé shoz konm i fo fèr é ala sak li la lir. Ala plito sak bondyé i di ali i sava spassé ; èl va nyabou tir son pti zanfan dann basin, mèm si basin néna in profondèr. Arzout avèk sa, son pti zanfan va arviv pars èl va nybou résisite ali.

Kriké Mésyé ! Kraké Madam ! La klé dann mon sak ! La taye dann out posh !

Ala ké lo vyé granmèr Kal la plonj dann in lo fré vèye pa koman épi o fon Baya. El la naj rant-rant bann zèrb fèye larz. Ziskatan èl la fini par trouv son pti kala rakokiyé dann fon basin. Lo vyé granmèr la kokiye koté son pti zanfan. In gran konvèrsasyon la angaj rant lo granmèr é lo pti zanfan. Lo vyé fanm la domann lo pti marmaye si li lé bien l'androi li lé, si li vé rès la, é si é sa. Lo pti zanfan la réponn li plé pa li l'androi li lé, mé li plé pal mi non pli kan li té dsi la tèr. Boudikont, li atann kosa son vyé granmèr i propoz ali, pou desid si li rèss la, sansa si li kite l'androi, sansa ankor si li desid vol dann l'inivèr pou ziska détan é dé tan.

Kriké Mésyé ! Kraké Madam ! La klé dann mon posh ! La taye dann out sak !

Pti Kala, Pti Kala, pou kosa ou i rèstré l'androi ou i lé ? Pou kosa ou i sort ré pa dann fonn lo ? Dopé si tèlman lontan nou lé ansanm mi oi pa kosa noré d'myé ké sort dann lo pou kontinyé la vi dsi la tèr ! Lo pti garson la réponn : Granmèr, Granmèr i plé pa moin viv konm mi viv dèrnyé tan. Moin l'asé viv konmsa. Lé vré ban voyou la tyé amoin mé pou moin la mor té konm in délivrans... Pti Kala ! Pti Kala ! Jenn konm ou i lé, out vi la pa fini. Suiv amoin an déor basin nou va kontinyé nout vi konm i konvien.

(La pankor fini)

Justin